



Comité Technique Spécial Départemental Vendredi 28 janvier 2022

Déclaration liminaire

Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Cette instance se tient à nouveau dans un format distancié qui ne permet pas un réel échange entre les participants et le respect des prérogatives des représentants des personnels que nous sommes. Nous réitérons notre demande que les prochaines instances puissent se tenir en format « hybride », de manière à permettre aux délégués qui le souhaitent d'assurer en présentiel leur rôle de défenseur des intérêts des personnels.

D'autre part, bien que votre « méthode » ait été exposée lors du groupe de travail précédant cette instance, vous ne pouvez pas, Monsieur le Directeur académique, vous exonérer de vos prérogatives en adressant aux représentants du personnel, dans les délais réglementaires, les documents de travail.

Ne pas honorer ces demandes légitimes contribuerait à renforcer le mépris ressenti par les personnels de la part de leur ministre.

Par la grève massive du jeudi 13 janvier, à Marseille comme partout en France, des milliers d'enseignants et de personnels de l'Education nationale, soutenus par les parents d'élèves et les organisations de la jeunesse, ont dénoncé la maltraitance institutionnelle à laquelle ils sont confrontés et ont exprimé la colère qui couvait depuis plusieurs mois dans la profession.

Le chaos dans les écoles a révélé au grand jour le manque de moyens humains, financiers, de protection et la crise sanitaire n'a fait qu'exacerber les problèmes sous-jacents de l'Education nationale. Car la colère des enseignants, c'est également celle du rejet face au mépris du ministre de l'Education nationale, du rejet des réformes qui ne répondent pas à leurs attentes, de l'indignation face à une rémunération insuffisante, de la fatigue due à des conditions de travail toujours plus difficiles.

Au soir du 13 janvier, le Premier Ministre et le ministre de l'Education nationale ont été contraints d'effectuer des annonces mais force est de constater qu'ils n'ont pas répondu aux revendications.

Aujourd'hui les écoles restent ouvertes mais ce sont des dizaines de classes qui ferment et des milliers d'élèves renvoyés chez eux, faute de remplaçants.

Contraint, le Ministre annonce le recours aux listes complémentaires, revendication portée par FO avec une très large intersyndicale depuis 2 ans, mais aucune consigne claire n'a été donnée à ce jour par le Recteur de l'académie d'Aix-Marseille. Dans le même temps, il confirme sa volonté de faire appel à des contractuels en CDD et des retraités qu'il a d'ailleurs bien du mal à trouver depuis la rentrée de janvier.

Alors que les personnels sont confrontés à des protocoles inapplicables qui génèrent un désordre indescriptible dans les écoles, MM. Castex et Blanquer ont annoncé que ceux-ci seraient maintenus. Inacceptable ! Et ce ne sont pas les quelques masques FFP2, qui arriveront on ne sait trop quand, et les autotests qu'il faudra aller chercher en pharmacie, qui sont de nature à contenter les collègues !

Alors que la revendication salariale s'est exprimée avec force le jeudi 27 janvier par des personnels qui n'en peuvent plus de leurs conditions de travail dégradées, du gel de la valeur du point d'indice, de la perte

de leur pouvoir d'achat avec l'augmentation de l'inflation depuis 20 ans, qu'ont répondu MM. Castex et Blanquer ? Rien ! Quant aux AESH, ils n'ont même pas été évoqués ! FO revendique un juste rattrapage de la perte salariale subie par l'augmentation de 22% de la valeur du point d'indice ; un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH.

Oui, la colère des personnels vis-à-vis de ces réponses est légitime ! Ils sont donc fondés à poursuivre la mobilisation, à établir leurs revendications pour défendre leurs conditions de travail et chiffrer leurs besoins en postes, en moyens de remplacement au sein de leurs écoles, à revendiquer l'augmentation significative des salaires.

La préparation de votre carte scolaire 2022 constitue donc une préoccupation majeure.

Pour la deuxième année consécutive, la dotation de 90 postes reste très insuffisante pour répondre ne serait-ce qu'aux priorités ministérielles annoncées :

- La moitié des ETP alloués est utilisée pour l'amélioration des décharges de direction ;
- Il faudrait plus d'une centaine de postes supplémentaires pour permettre le plafonnement des classes de GS, CP et CE1 dans toutes les écoles hors éducation prioritaire du département ;
- La création de 8 postes de brigades départementales supplémentaires est totalement insignifiante pour permettre d'assurer le maintien du service public d'éducation à tous les élèves du département ;
- 2 postes d'ULIS supplémentaire, alors que les notifications MDPH augmentent de façon exponentielle et que des enfants sont maintenus par défaut dans des classes « banales », faute de place dans des structures spécialisées ;
- Des RASED qui restent exsangues et avancent sur une jambe...

C'est pour cette raison que vous êtes encore contraint de faire le choix d'ajustements pour fermer de trop nombreuses classes et d'en n'ouvrir que trop peu. Nous ne pouvons l'accepter !

Au regard de la situation actuelle, il est totalement légitime qu'aucune fermeture de classe ne devrait être prononcée et que toutes les demandes d'ouverture soient satisfaites. C'est ce que la Fédération FO de l'enseignement revendique, et c'est ce qu'elle attend d'un recrutement à hauteur des besoins sur les listes complémentaires, qui de fait, doivent être réabondées.

Les enseignants de ce département n'ont pas à être tributaire d'une politique d'austérité qui ne permet pas à l'école de fonctionner dans de bonnes conditions. Nous voulons des enseignants dans les classes, des effectifs raisonnables, des RASED complets, la prise en charge de nos élèves en situation de handicap, des AESH à hauteur des besoins, des remplaçants pour remplacer...

En ces temps de pandémie virale, nous avons besoin de tous les collègues, nous avons besoin d'une baisse réelle des effectifs en classe. L'entassement des élèves dans les salles est un problème sanitaire mais aussi un nombre important d'élèves en classe ne permet pas d'aider tous ceux qui en ont besoin.

Sans créations massives de postes correspondant aux besoins réels, ce sont des dizaines de situations catastrophiques qui se profilent dans un climat déjà explosif !

Votre projet de carte scolaire ne répond donc pas aux revendications exprimées par nos collègues dans le contexte actuel. C'est un véritable plan d'urgence pour nos écoles que nous réclamons pour que chaque enseignant puisse continuer à pouvoir faire son métier, c'est-à-dire ENSEIGNER et pas juste « garder » des élèves dans des classes.

Je vous remercie pour votre attention.